

## Questions orales

## L'AGRICULTURE

## LA NOUVELLE CONCERNANT LA VIANDE CONTAMINÉE DANS LA RÉGION DE KITCHENER—WATERLOO

Je voudrais demander ceci au ministre: Comme ce Comité spécial va se réunir, déplacer des gens de tous les coins du pays pour venir à Ottawa le 1<sup>er</sup> mars, qu'est-ce que le gouvernement va donner comme réponse à ces gens-là qui voient l'avenir de l'action minière dans les régions, mais surtout la survie au point de vue économique de ces régions en nombre d'emplois? Qu'est-ce que le gouvernement va donner comme réponse à ces gens-là lorsqu'ils viendront à Ottawa le 1<sup>er</sup> mars?

[Traduction]

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, le député sait bien que les offres initiales du public sur le marché des actions ont baissé dans tous les secteurs. Cela signifie que le gouvernement doit être particulièrement vigilant dans des secteurs comme celui de l'industrie minière qui peut souffrir de la baisse générale des valeurs boursières. Cela veut dire également qu'on examine les actions accréditatives comme tout le reste à l'occasion de notre surveillance de cette prospection.

Le député est au courant qu'actuellement, on fait beaucoup de prospection. Nous nous attendons à ce que cela continue au printemps. Dans le cas contraire, le gouvernement prendrait des mesures.

## ON DEMANDE AU GOUVERNEMENT DE PRÉSENTER UN NOUVEAU PROGRAMME

**M. Nelson A. Riis (Kamloops—Shuswap):** Monsieur le Président, je pose au même ministre une question sur le même sujet. Le ministre sait combien c'est important pour toutes les collectivités du Canada. Presque tous les secteurs et toutes les villes minières sont consternés de la décision que prend le gouvernement de vider le programme des actions accréditatives de sa substance. Le ministre se souvient que lorsque le gouvernement a décidé d'abandonner graduellement les programmes fiscaux destinés au secteur pétrolier et gazier, il a promis d'en mettre de nouveaux en oeuvre pour contrebalancer les pertes occasionnées par les modifications fiscales.

Le ministre d'État aux Finances voudrait-il indiquer clairement à la Chambre que le gouvernement, après avoir décidé de mutiler le programme des actions accréditatives, envisage un programme qui garantira la poursuite de la prospection minière partout au Canada et avantagera surtout les petites et moyennes sociétés de prospection et d'exploitation plutôt que les grandes multinationales?

**L'hon. Tom Hockin (ministre d'État (Finances)):** Monsieur le Président, la question de mon ami se greffe carrément sur la précédente. Je me rappelle que, en juin dernier, nous avons présenté la réforme fiscale et maintenu le mécanisme des actions accréditatives avec quelques modifications. Le député d'Ottawa-Centre nous a alors reproché de perpétuer ce privilège. On a parlé de gâterie offerte aux gens d'affaires, dentistes et médecins riches qui avaient de l'argent à investir dans ce genre d'actions.

Nous avons sauvegardé le programme des actions accréditatives auquel nous avons apporté des améliorations d'ordre technique. Nous continuerons de le perfectionner ainsi et de surveiller soigneusement le niveau des activités de prospection.

**M. Vic Althouse (Humboldt—Lake Centre):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Agriculture. À la lumière des révélations du *Kitchener-Waterloo Record* concernant de la viande sale, de 1986 à octobre 1987, le ministre a-t-il l'intention de faire un rapport à la Chambre, par le biais d'une déclaration ministérielle, expliquant la façon dont fonctionne la Direction de l'inspection des viandes et quelles améliorations ont été apportées depuis lors, notamment dans les procédures de transfert de la viande d'un endroit à un autre et de réinspection? C'est là que se trouvaient les principaux problèmes. Il n'y a pas de telles inspections lorsque la viande quitte l'abattoir d'origine pour être vendue directement aux consommateurs. Ceux-ci s'inquiètent, du fait notamment des allégations selon lesquelles on aurait dit aux inspecteurs d'être plus coulants, car chaque fois qu'ils détectent quelque chose il en résulte des arrêts de production.

● (1200)

Fera-t-il un rapport complet à la Chambre dans les prochains jours?

**L'hon. John Wise (ministre de l'Agriculture):** Monsieur le Président, je ne suis pas certain que la Chambre soit l'endroit idéal pour faire un rapport sur cet incident. Je n'ai pas d'objections, mais il me semblerait préférable de renvoyer la question au comité permanent de l'agriculture. Les fonctionnaires responsables du ministère pourraient alors comparaître devant le comité et les députés des trois partis pourraient les questionner pour obtenir les renseignements qu'ils désirent. Je suis persuadé qu'ils s'apercevront alors que sur cette question, comme toutes les autres, les fonctionnaires seront justes, francs, précis et coopératifs.

**M. le vice-président:** Une dernière question du député de Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est.

\* \* \*

## L'EMPLOI

## LE PROGRAMME DE PRESTATIONS D'ADAPTATION POUR LES TRAVAILLEURS—LE REMPLACEMENT PAR UN PROGRAMME DESTINÉ À AIDER LES TRAVAILLEURS ÂGÉS EN CHÔMAGE

**L'hon. Warren Allmand (Notre-Dame-de-Grâce—Lachine-Est):** Monsieur le Président, ma question s'adresse au ministre de l'Emploi et de l'Immigration. Un récent rapport de Statistique Canada indique que le chômage chez les travailleurs âgés, ceux de plus de 54 ans, augmente à une vitesse alarmante. En fait, beaucoup dans ce groupe ont renoncé après une longue recherche et ont quitté le marché du travail.